

02:00 - 02 mai 2012

## Un millier de riches Français envisagent de s'établir en Belgique

Les élections présidentielles sont suivies de près par les Français les plus fortunés. Les propositions de François Hollande font peur mais Sarkozy a lui aussi promis de taxer les Français non résidents de la République.

L'émigration de millionnaires français vers la Belgique n'est pas un phénomène récent. Après l'introduction en 1996 de l'impôt sur la fortune (ISF) par Alain Juppé, alors Premier ministre français, la Belgique a accueilli une vague de riches Français sur son territoire. La plupart d'entre eux se sont ainsi installés dans les communes bruxelloises d'Uccle et d'Ixelles. Le symbole de cet afflux français à Bruxelles est sans conteste le "Square du Bois". Cette impasse gardée et située au bout de l'avenue Louise est mieux connue sous le nom d'"impasse des milliardaires".

Les lots immobiliers occupés par des stars, des pensionnés et d'autres entrepreneurs de l'Hexagone se chiffrent à quelque 10.000 euros le mètre carré. Un appartement de 165 m<sup>2</sup> y est actuellement à vendre sur Immoweb au prix de 1,8 million d'euros.

Aujourd'hui, la Belgique compte quelque 5.000 Français y résidant pour des raisons fiscales. Leurs revenus varient entre 4 et 5 millions d'euros, voire dépassent la centaine de millions d'euros pour certains. "En moyenne, leur fortune est estimée entre 20 et 30 millions d'euros", estime un avocat spécialisé en fiscalité, **Manoël Dekeyser**.

Son cabinet, **Dekeyser & Associés**, est spécialisé dans l'accompagnement des évadés fiscaux français. Il estime encore qu'entre 1.000 et 1.500 Français réfléchissent actuellement à déménager en Belgique; des chiffres basés sur une extrapolation de la clientèle des grands cabinets d'avocats bruxellois.

### L'effet Hollande

"Dans les années qui ont suivi l'introduction de l'ISF, environ la moitié de nos clients étaient français. Après l'élection de Sarkozy aux présidentielles de 2007, ce nombre s'est réduit. Depuis quelques mois, nous oscillons à nouveau vers 25% de Français dans notre clientèle. Le nombre d'appels téléphoniques de Français envisageant de s'établir en Belgique a depuis peu triplé", poursuit l'avocat.

L'anticipation d'une reprise de l'exode de Français fortunés vers la Belgique est sans aucun doute liée à la crainte de voir le socialiste François Hollande arriver au pouvoir. Il a en effet fait de ses propositions de taxation des Français les plus nantis un point d'orgue de sa campagne. Si Hollande accède à la présidence, il a promis d'accroître de 45% les impôts sur le revenu des plus riches et de relever l'impôt sur la fortune. A cela s'ajoute une super taxe pour les salaires annuels supérieurs à 1 million d'euros. C'est cette dernière mesure qui effraie le plus.

En attendant les résultats du second tour des élections de dimanche, les millionnaires français laissent leurs plans de déménagement de côté. "On note certes un intérêt croissant des Français pour l'immobilier bruxellois, mais pour l'heure ça en reste là. Beaucoup de gens attendent vraisemblablement."

### La Belgique serre la vis

Sous la pression du déficit budgétaire, le gouvernement Di Rupo a également revu à la hausse la pression fiscale sur les plus riches. Mais comparativement à la France, la Belgique reste un paradis fiscal. Notre pays ne connaît aucune taxe sur la fortune, seule une taxe sur les plus-values. Cette dernière mesure est très attrayante pour un entrepreneur souhaitant vendre sa société sans vouloir voir ses revenus s'envoler vers le fisc.

*"Environ la moitié des évadés fiscaux français déménage en Belgique pour cette raison", ajoute Manoël Dekeyser. "L'autre moitié est composée de Français fortunés fatigués par les chasses aux sorcières et le climat social français. Un client français m'a raconté que l'inspection des finances françaises avait analysé ses dépenses personnelles jusque dans les moindres détails. Les Français fortunés en ont assez d'être considérés comme des bandits. Ils voient la Belgique comme un pays libéral où l'on respecte les biens des entrepreneurs et où il est possible de créer de la valeur. La France devient pour eux un pays communiste".*

Même si Hollande ne franchissait pas le seuil de l'Élysée, les riches Français ne seraient pas rassurés. Au cours de sa campagne, Sarkozy a aussi énoncé des plans visant à taxer les Français ne résidant pas en France. Il a par ailleurs introduit l'an dernier une nouvelle taxe rendant plus difficile aux entrepreneurs d'échapper à la taxe sur les plus-values.

---

Copyright © L'Echo

Cet article du journal n'est accessible qu'aux abonnés de L'Echo Numérique ou de L'Echo Intégral